



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRETÉ INTERPRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N °BCTE/2025-105 du 15 octobre 2025

portant prorogation de la durée de validité de l'autorisation unique d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent
par la sas Boralex Verseilles
sur les communes de Ally (43), Saint-Austremoine (43) et Rageade (15)

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Le Préfet du Cantal,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU les Titres 1er et 5 des parties législatives et réglementaires du livre V du Code de l'Environnement et notamment les articles L.515-44, R.181-48, R.515-109, 181-49 ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du président de la République du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU le décret du président de la République du 23 octobre 2024 portant nomination de M. Philippe LOOS, préfet du Cantal ;

VU l'arrêté préfectoral n° BCTE/2023-24 du 24 février 2023 portant autorisation d'exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de Ally (43), Saint-Austremoine (43) et Rageade (15) ;

VU l'arrêté préfectoral n° BCTE/2024-104 du 23 août 2024 portant autorisation de changement d'exploitant de BORALEX CHAZOTTES-RAGEADE à BORALEX VERSEILLES ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025 - 1606 du 06 octobre 2025 portant délégation de signature à M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-28 en date du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU le courrier du 03 juillet 2025 par lequel la société SAS BORALEX VERSEILLES sollicite une prorogation de la durée de validité de l'autorisation susvisée ;

VU le rapport et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes en date du 25 août 2025 ;

VU le projet d'arrêté interpréfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur, le 30 septembre 2025, par courriel ;

VU les observations du demandeur, transmises par courriel, le 2 octobre 2025 .

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article R.515-109 II du code de l'environnement, le délai de mise en service de trois ans court à compter du 1^{er} mars 2023 ;

CONSIDÉRANT les justificatifs invoqués par la SAS BORALEX VERSEILLES à l'appui de sa demande de prorogation de la durée de validité de l'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que la demande de la SAS BORALEX VERSEILLES n'implique aucune modification substantielle du projet initial présenté au public lors de l'enquête publique organisée du 11 octobre au 15 novembre 2022 ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture de Haute-Loire et du secrétaire général de la préfecture du Cantal ,

ARRÊTE :

Article 1 - Prorogation du délai de validité de l'autorisation d'exploiter

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter, délivrée à la SAS BORALEX VERSEILLES, dont le siège social est situé 71 rue Jean-Jaurès 62575 BLENDECQUES est prolongée jusqu'au 24 février 2029.

Article 2 - Délais et recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de LYON :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévues au 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La Cour Administrative d'Appel peut être saisie d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.515-109 du code de l'environnement :

- un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de Ally, Saint-Austremoine et Rageade pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressé à la préfecture de la Haute-Loire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des préfectures de la Haute-Loire et du Cantal, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 - Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Loire, Monsieur le Sous-Préfet de Brioude, Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Cantal, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, Monsieur le Directeur départemental des territoires du Cantal, les Maires d'Ally, Saint-Austremoine et Rageade sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux mairies susvisées, ainsi qu'à la SAS BORALEX VERSEILLES, bénéficiaire de l'autorisation environnementale.

Le Puy en Velay, le 15 OCT. 2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Nathalie CENCIC

Aurillac, le 15 OCT. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Hervé DEMAI